

Entre impuissance

et vie sensible,

Sur les chemins

de la consistance

« L'aliénation envahit tout, s'infiltré partout ; c'est un processus infiltrant, d'autant plus dangereux que c'est apparemment gentil, aimable. »

– Jean Oury, *L'aliénation*

« En fuyant un ennemi, je risque de tomber sous la patte d'un autre. Hélas ! que ne risqué-je pas ! Il me faut la certitude de posséder quelque part une sortie d'accès facile et grande ouverte par où je puisse passer sans peine ; je ne veux pas risquer, pendant que je gratterais avec la rage du désespoir, de sentir soudain si peu que ce soit – le Ciel m'en préserve ! – les dents d'un poursuivant se planter dans ma cuisse. Je n'ai pas d'ennemis que là-haut, il en existe aussi sous terre. Je n'en ai encore jamais vu, mais les légendes parlent d'eux et j'y crois ferme. Ce sont des esprits souterrains ; la légende elle-même ne peut les décrire, leurs victimes elles-mêmes ne les ont pas vus ; ils arrivent, on entend leurs ongles gratter juste au-dessous de soi dans cette terre qui est leur élément ; à ce moment on est déjà perdu. Peu importe avec eux qu'on soit dans sa maison, c'est plutôt dans la leur qu'on se trouve. Avec eux ma sortie ne servira de rien, pas plus sans doute qu'en aucun cas ; elle causera plutôt ma mort ; mais elle constitue un espoir et je ne peux pas vivre sans lui. »

- Franz Kafka, *Le terrier*

« Comment a-t-il pu advenir qu'un pays tout entier, sans s'en rendre compte, se soit écroulé éthiquement et politiquement, confronté à une maladie ? »

- Giorgio Agamben, *Une question*

Bruxelles, avril 2020

Aux amies et amis, et au-delà,

L'impulsion de cette lettre est la colère ressentie face à la transformation du monde et à la manière dont certains proches se positionnent face à celle-ci. Cette colère, teintée de tristesse, s'est adoucie au fil de l'écriture, mais elle accompagnera cependant ces mots par l'absence de concession dans la critique de certains de nos choix ou postures. Il est possible que certaines paroles avancées ici soient difficiles à entendre dans le contexte actuel, ce qui ne les rend pas pour autant inutiles. Si cet envoi amène des discussions et des clarifications, quelles qu'elles soient, il n'aura pas été vain.

A l'heure actuelle, nous ne pouvons plus nier que le virus ne sera pas éradiqué dans les prochains mois, que ce soit par les mesures gouvernementales ou une (actuellement inexistante) épidémiologie populaire. Sauf avancée médicale majeure ou rétraction inattendue de la pandémie, nous sommes condamnés à vivre avec la présence du virus et cet état d'exception sanitaire pour une période indéterminée, probablement une année ou deux le temps qu'un vaccin, sans doute obligatoire, soit développé, potentiellement plusieurs années, pour peu que le virus mute et se transforme en une nouvelle forme d'épidémie saisonnière. Les décisions que nous posons maintenant, aussi fragiles qu'elles apparaissent et pour modifiables qu'elles soient, nous engagent bien au-delà de notre présent.

Nous avons tous et toutes été frappés par l'arrivée de l'épidémie, une catastrophe sanitaire qui a submergé le système de santé nord-italien et multiplié par trois le taux de mortalité dans les régions les plus touchées. Les chiffres officiels, répétés *ad nauseum* par les médias, parlaient (et parlent encore) d'une létalité pouvant aller jusqu'à dix pourcents des contaminés. Sur cette base, et celle d'une sur-attention médiatique à toute victime de moins de vingt ans, se sont construits le sentiment de panique généralisé et l'activation d'un « principe de précaution », prémisses à l'intégration des injonctions gouvernementales, dans les corps et les esprits.

Beaucoup d'entre nous jouissent d'un capital culturel, d'une relation à la lecture et à la critique, *qui nous oblige*. Dès fin mars, il était possible de comprendre que la létalité du virus ne dépasse pas cinq pour mille¹, que la moyenne d'âge des personnes décédées est

¹ En observant les régions où des dépistages massifs et aléatoires ont eu lieu dans la population. Fin mars, c'était au moins le cas dans ces "micro-sociétés" que sont l'Islande et le paquebot *Princess Diamond* (où l'âge moyen de la population était particulièrement élevé). Aujourd'hui, ces chiffres sont confirmés par les campagnes de dépistage partout où elles sont menées largement: l'état de New-York, la ville de Genève...

de quatre-vingt ans ; en d'autres termes, que sa dangerosité est infime pour les enfants, et extrêmement marginale pour les « jeunes » adultes².

Ce risque n'est certes pas nul, il existe. Mais tout ce qui constitue nos existences est en train d'être reconfiguré, nos manières de nous voir, de nous toucher, de nous déplacer... sur base du risque qu'il y a à tomber malade, et à transmettre la maladie à des personnes qui pourraient, potentiellement, en mourir. A partir de là, comment ne pas nous interroger sur la place que nous laissons au risque dans nos vies ? Quelle place nous lui laissons « avant », et quelle place nous voulons lui laisser, maintenant que nous vivons dans l'ère du covid-19 ?

Vu l'ampleur de la propagande médiatique et de ses échos sociaux, nous pouvons comprendre que des proches de moins de cinquante ans se sentent potentiellement menacés par le virus, mais nous ne pouvons pas non plus nier que cette peur est au final déplacée et elle-même anxiogène. C'est peut-être ici que réside notre responsabilité critique, mais aussi politique, dans la nécessité de travailler nos angoisses, de les désamorcer, en nous et nos proches, pour contrer les effets délétères qu'elle ont, sur nos manières de vivre et sur nos décisions collectives, sur nos capacités de penser et d'agir.

De nos contradictions et de la construction de nos impuissances

Nous avons vu des collectifs refuser la venue d'un gosse chez eux alors que les adultes continuaient d'aller travailler, des amies fermer leur porte à ceux chez qui elles passaient des soirées pour décompresser, nous avons vu des seniors infantilisés et contraints par leur propre famille, des mères refuser que leurs proches prennent leur bébé dans les bras, nous avons vu des lieux mettre en place une illusoire³ quarantaine de deux semaines pour tout nouvel arrivant sur leur territoire. Nous avons assisté, à tous niveaux – national, collectif, individuel, à un processus de repli sur soi et d'oubli des principes de solidarité et de partage. A la fermeture des frontières et la peur de l'étranger, *de tous les étrangers*, ont répondu, *en nous*, des formes d'égoïsme, des velléités de contrôle social, et un recul de la pensée devant une peur diffuse. De nouvelles solidarités et de nouveaux questionnements ont également éclos, mais nous

² Au 29 avril, sur les 7.594 personnes officiellement décédées du covid-19 en Belgique, on en compte... 23 de moins de 45 ans. - <https://www.lesoir.be/297971/article/2020-04-30/moins-de-1-des-personnes-decedees-du-coronavirus-en-belgique-ont-moins-de-45-ans>

³ Dès mi-mars, il était avéré que la période d'incubation varie entre deux et quatorze jours et qu'environ la moitié des malades sont asymptomatiques. Une quarantaine de deux semaines ne fait sens que si elle se conclut par un test. En l'absence de test, une quarantaine effective doit comprendre la durée maximale d'incubation, à laquelle il faut ajouter la durée maximale de contagion des malades.

ne pouvons nier les parts sombres qui nous ont traversés, au moins partiellement et momentanément.

Nous avons aussi tous et toutes vu les contradictions qui habitent chaque individu et chaque collectif quant à l'application des mesures de « distanciation sociale » et de précaution sanitaire. Contradictions inévitables, *en tant que ces mesures sont strictement invivables*. Les contradictions font partie de la vie et il serait fou de prétendre à une vie toujours rigoureuse et cohérente. Néanmoins, dans la situation présente, un effort de clarification semble nécessaire. D'une part parce que nos contradictions annihilent les effets des précautions sanitaires que nous prenons. S'il s'agit vraiment d'une question vitale pour nos proches, nous ne pouvons pas nous permettre de telles incartades. D'autre part, parce que prétendre appliquer les règles de la « distanciation sociale » tout en les transgressant est juste une manière de nous mentir, en niant le problème à la base, à savoir la nature même de ces règles.

Certaines épidémies ou causes importantes de mortalité ont été historiquement contrecarrées ou limitées par l'adaptation de « gestes barrières » simples : le lavage de main du personnel soignant contre la mortalité des femmes en couche, la suppression des fontaines publiques contre l'épidémie de choléra de 1854 à Londres, l'utilisation du préservatif contre le SIDA. Les nouvelles règles de « distanciation sociale » n'ont rien à voir avec ces précédents historiques. Il faut déplier ce que signifie réellement cet euphémisme : nous devons, suspendre notre toucher et celui de nos enfants, rentrer dans une attention paranoïaque à chaque geste que nous posons, refuser toute possibilité de rencontrer des inconnu.es, nous couper de toute possibilité de nous retrouver, de parler et d'agir à nombreux, nous devons renoncer à accompagner nos proches dans la mort et à partager nos deuils ; entre multiples autres choses... La « distanciation sociale » est en fait l'organisation de notre impuissance individuelle et collective, de notre impuissance éthique et politique, *pour les années à venir*.

Certains d'entre nous ont été sensibles à la justification « politique » de la « distanciation sociale », à l'appel à prendre conscience du corps collectif, à « assumer nos responsabilités » quant à l'ensemble de la société, et surtout envers les plus précaires. Comment ne pas voir le paradoxe béant qu'il y a à justifier par une attention collective le renforcement des logiques d'isolement des corps et d'atomisation des individus, déjà largement à l'œuvre dans nos sociétés ?

Je les écrirai ici une fois et ne les répéterai pas, bien que les remarques suivantes puissent accompagner chaque paragraphe de cette lettre. Il ne s'agit pas de nier la

réalité de la pandémie et le nombre dramatique de morts qu'elle produira, il ne s'agit pas de rentrer dans une posture radicale-nihiliste refusant toute forme d'attention. Que les maisons de repos (EHPAD) et les hôpitaux, habités principalement par des usagers et patients fragiles, doivent adopter par principe une politique de précaution est indéniable. Mais généraliser ces mesures à l'ensemble du corps social revient à nous considérer toutes et tous comme des malades ou des contamineurs en puissance, cela revient à considérer *l'ensemble du corps social comme affaibli et dangereux*. Une vision aussi pratique pour la gestion gouvernementale des foules qu'incapacitante dans l'optique d'une transformation politique du monde.

A un niveau micro, il s'agit de respecter des mesures de précaution, lavage de main, port du masque, de gants ou suspension du toucher, pour aller voir des personnes vulnérables, et ce, non par principe mais *sur base d'un commun accord*. Prendre le temps de la parole avec ces personnes, discuter de comment elles veulent vivre, sous quelles modalités se rencontrer, interroger les précautions quotidiennes à prendre pour les personnes saines, mais aussi les implications sociales et politiques de ces précautions. Prendre en compte la spécificité de chaque situation, essayer de la penser et de la partager *dans nos propres termes*, voilà peut-être la base d'un rapport émancipé à la nouvelle question sanitaire.

Du risque de vivre, et de sa transmission

Les grippe asiatique en 1958 et de Hong Kong en 1968-1969 ont fait chacune au moins un million de morts dans le monde (qui comptait 2,5 fois moins d'êtres humains qu'aujourd'hui), des pans de l'économie et de la vie sociale avaient été fortement impactés, non par des décrets gouvernementaux mais parce que les travailleurs et travailleuses étaient physiquement malades. Les maladies, les épidémies et la mort ont toujours accompagné l'histoire humaine.

Les réactions à la crise sanitaire actuelle relèvent à la fois d'un risque réel – aucun gouvernement ne pouvant assumer le nombre de morts nécessaire à la mise en place d'une « immunité collective », par ailleurs incertaine – et d'un rapport à la vieillesse et à la mort du monde occidental qu'il est nécessaire de questionner – ne voyons-nous pas notre propre hypocrisie à nous indigner, pourtant à juste titre, du nombre de morts dans les maisons de repos, institutions communément connues et désignées sous le nom de « mouvoirs » ? Une des rares qualités de ce virus est d'avoir accentué et exposé en plein jour les contradictions de notre monde, et la nécessité vitale de le transformer.

Sous la question du rapport à la mort se trouve celle du rapport au risque. Elle a été évoquée précédemment et ce sera à chacun.e d'y trouver ses réponses. Mais on ne peut ici s'empêcher de penser à toutes les intensités, sensibles, politiques, vitales, vécues *du fait de s'être mis en jeu*. L'aspect délirant et destructeur des mesures de confinement et de « distanciation sociale », de la volonté de « réduire le risque », devient particulièrement violent lorsqu'on réfléchit à ce qui a été imposé aux enfants, pourtant les moins menacés par le virus : suspension de leur sociabilité et réclusion partielle pour les plus chanceux, enfermement drastique pour les autres. Ou comment abîmer des dizaines de millions de vies pour éviter le risque d'en perdre une poignée. A plus long terme, on ne peut imaginer les effets désastreux sur les plus jeunes de grandir dans un monde où le principe éthique fondamental, mondialement partagé et imposé, serait celui de tendre vers une absence de risque. Voulons-nous vraiment qu'ils et elles grandissent dans un univers où l'inconnu, le contact physique et l'espace public sont considérés comme des dangers ? Notre responsabilité critique quant à nos angoisses et celles de nos proches relève autant de la conception d'une vie digne d'être vécue que du monde mental que nous transmettons à nos enfants.

La vie sensible comme solidarité effective

Les modes de production capitaliste, les systèmes d'échange et de déplacement, la pollution atmosphérique, les pesticides dans nos aliments, les coupes dans les budgets de la santé, la précarité sociale et sanitaire. Tout est fait dans notre monde pour que d'éventuels virus deviennent des pandémies ravageuses. Pourquoi, subitement, nous sentons-nous responsables de cet état de fait au point de geler nos sensibilités, d'accepter que nos proches meurent sans nous, de suspendre nos possibilités de penser et d'agir ? Mesurons-nous la part de folie qu'il y a à se sentir, *personnellement*, responsable de la diffusion d'une épidémie virale déjà largement répandue dans la population ? Mesurons-nous les effets dévastateurs de cette conception sur nos interactions sociales, notamment la réapparition de la figure du pestiféré ? Ne voyons-nous pas déjà comment les gouvernants, une fois le déconfinement initié et l'économie relancée, justifieront la résurgence de l'épidémie par le non-respect des règles de « distanciation sociale » dans certaines communautés sociales ou ethniques ?

Les gouvernements et les entreprises semblent en tout cas avoir bien compris les avantages qu'elles peuvent tirer de la situation. Passage en force de la 5G, abandon de droits fondamentaux dans le système judiciaire, développement inédit de techniques de

contrôle social, en attendant la part économique de cette offensive. Les mêmes logiques sont à l'œuvre dans le processus de « déconfinement » qui s'annonce : relancer l'économie, en sachant pertinemment que les précautions sanitaires ne pourront y être respectées, et interdire la reprise de la vie familiale, sociale et sensible en raison des risques que cela implique. Maintenir le règne de l'économie, pousser toujours plus loin la transformation de l'être humain en unité productive insensible et connectée.

De nombreux textes ont très rapidement pointé les effets catastrophiques – précarité accrue, violence domestique, répression policière – des mesures de confinement et de « distanciation sociale » sur les catégories les plus précaires de la population. Les premiers concernés n'ont pas attendu qu'on le leur dise pour s'opposer *physiquement* aux mesures qui leurs étaient imposées : révoltes dans les prisons, les centres de détention pour migrant.es et les quartiers populaires.

Si l'on peut considérer le port du masque en présence des plus précaires (sans-papiers, sans-abris, travailleuses de la grande distribution) comme une marque de solidarité, on ne peut mettre de côté la charge symbolique : le masque sert d'abord à se protéger d'un environnement malsain. Surtout, alors que les déclarations de soutien aux révoltés affluent, ne voit-on pas l'antinomie à ce que de telles affirmations s'accompagnent au quotidien d'un respect strict des règles de « distanciation sociale » ? N'y a-t-il aucun sens à considérer que soutenir *effectivement* les personnes qui subissent le plus durement ces mesures soit précisément de ne pas les respecter ? N'y a-t-il aucun sens à considérer que s'opposer à ces mesures revienne en premier lieu à retrouver nos capacités de penser et d'agir ? A retrouver la part sensible et politique qui faisait la beauté et la force de nos vies...

Je vous espère bien, me réjouis de vous revoir, et de vous serrer dans mes bras...

j.

PS : cette lettre n'aurait jamais pu avoir la finesse qu'elle a sans les discussions avec les ami.es précieuses qui m'entourent. A l'amitié, et à la présence.

Salut J,

Il y aurait peut-être lieu de rassembler quelques observations d'une socialité ordinaire, cette « mise en scène de la vie quotidienne » si chère à Goffman...

Comment se fait-il que les naufragés et autres prolétaires qui hantent les déserts de notre enfer moderne parviennent avec tant d'évidence à se tenir côte à côte, à boire à la même bouteille, alors que nous autres bourgeois et petits-bourgeois, sommes pris de panique à croiser nos regards ?

Quel est, en somme, le prix d'une vie ? Quelle est sa valeur ? Jusqu'à quel point avons-nous besoin les uns des autres, et comment se manifeste cette nécessaire interdépendance qui peut demeurer voilée dans un certain nombre de cas, qui, dans d'autres, éclate au grand jour.

Ce qui me frappe, lorsque j'observe toutes ces personnes employées (dans un supermarché, les transports en commun, les services de propreté, etc), c'est combien ce sont des corps mis à disposition : une force de travail, en effet, à qui l'on peut demander de « faire » ce qu'on veut, ce qu'on juge nécessaire, en échange d'un salaire.

Quelles sont les conditions d'un pareil assujettissement ? Jusqu'à quel point cette dépossession nous traverse nous-même ? Jusqu'à quel point nous pouvons réellement, concrètement, matériellement, nous en dégager ? A tout le moins, sortir d'un système où l'homme est réduit à une marchandise ?

C'est en cela, sans doute, que l'épidémie a un effet révélateur. Elle permet d'exposer la nudité d'une injustice économique et donc d'en éprouver les conséquences immédiatement politiques. Mais de quelle distance pouvons-nous nous écarter pour la nommer, la critiquer, la dénoncer ? Car c'est toujours la même histoire : il faut gagner son pain. Et puis, il y a l'ennui. Quelles seraient, aujourd'hui, non seulement les raisons, mais les outils pour changer de monde ? Ne plus retourner au boulot ? Ne plus partir en vacance ? Ne plus consommer de la même manière ? Cette notion de « distanciation sociale » nous renvoie, en fait, à cette séparation d'avec nous-mêmes comme produit social, déterminé par un ensemble de facteurs sur lesquels nous n'avons pas prises et que nous pouvons uniquement appréhender théoriquement. Mais le processus à travers lequel s'opère une prise de conscience et un éventuel retournement de cette distance vers une mise en commun de la vie peut-il s'opérer autrement que sur une longue et imprévisible route où chacun fait face à ses propres contradictions ?

Re-salut J,

Dans la partie intitulée *Du risque de vivre, et de sa transmission*, tu invites à partager quelques lignes supplémentaires. Bien que je ne sois pas certain de la nécessité de le faire, voici un court passage d'un article d'André Gorz consacré au bouquin d'Edgar Morin *La vie de la vie* :

« La vertu suprême de l'éco-organisation n'est pas, comme on l'a souvent dit, la stabilité ou la pérennité, mais la capacité d'intégrer les aléas, les changements, les erreurs. À la différence de la machine artificielle, le système vivant utilise l'irruption d'un désordre pour s'ordonner de manière nouvelle, plus complexe, voire pour évoluer. Cette capacité d'intégrer le nouveau est beaucoup plus grande dans un système complexe, qui s'autorégule spontanément, que dans un système contrôlé centralement, nécessairement plus rigide et plus pauvre. »

André Gorz, *Les chemins du Paradis, L'agonie du Capital*, éd. Galilée, 1983, p.242.

Une fois de plus, ce qui apparaît de manière frappante dans cette crise, c'est qu'elle révèle le monde qui est le nôtre comme il est : destructeur.

Et cette mise à nu, par-delà toutes les contradictions que les individus, les groupes et les sociétés peuvent connaître, relance la question du style de vie que nous souhaitons porter de manière tangible.

D'où le problème de la possibilité d'un mouvement autonome dans un contexte où tout semble soudain nous échapper. A quelles conditions, matérielles, symboliques, sommes-nous aptes à déterminer le cours de notre histoire ? Dans cette hybridation entre nature et culture qui marque la *Société du risque* dont tu lisais hier une description lumineuse, comment distinguer ce qui relève de notre propre puissance d'agir - ou ce à quoi il faut renoncer par souci de préserver le corps commun ?

Ta lettre pose toutes ces interrogations, et, à ce stade, c'est déjà beaucoup. Elle attire l'attention sur ce à quoi l'on tient, ce sur quoi nous nous devons de tenir... À partir de là, comment demeurer fidèle à cette « responsabilité » que tu appelles ? Sous quelles formes la construire ? Quels vont-être les chemins par lesquels chacun d'entre nous allons passer et repasser pour lui donner consistance ? En somme, comment dégager, peu à peu, cette énergie de résistance que cette période de confinement aura, paradoxalement, participer à faire naître ?